

Florange : salariés trahis

Ayrault a beau dire qu'il n'y aura pas de « plan social » à Florange, la vie des 600 salariés concernés reste dans la main de Mittal, avec un « **plan social** » **déguisé** : reclassements sur des sites éloignés, départs en retraite ou préretraites non compensés, chômage technique prolongé.

Un accord pitoyable. Contre de vagues promesses, Mittal a fait plier le gouvernement. Il reste maître à bord ; les hauts fourneaux ne redémarreront pas, il refuse même de payer pour un maintien en chauffe nécessaire à un redémarrage rapide.

Contre Mittal et tous les licenciés,

Oui à l'expropriation

Hollande a désavoué Montebourg et sa menace de nationalisation partielle-provisoire de Mittal. Cela n'avait pourtant rien de révolutionnaire. En 1978 déjà, l'Etat avait repris à sa charge les pertes du secteur sidérurgique, racheté ensuite au prix fort à ses actionnaires. Redevenu bénéficiaire grâce à des milliards d'argent public, la sidérurgie fut à nouveau privatisée - à prix bradés en 1995 : l'Etat avait banqué, les bénéfices pouvaient repartir dans la poche des actionnaires.

Aujourd'hui, pour éviter une nouvelle catastrophe sociale dans une région déjà sinistrée et maintenir tous les emplois du site, il était tout à fait légitime d'exproprier l'ensemble du groupe Mittal en France, en refusant de payer un seul centime à ce patron qui a déjà tant profité de l'argent public en reniant la plupart de ses engagements, et de **mettre le groupe sous contrôle des salariés et de la population.** Avec d'autres, le NPA a défendu et continue de défendre cette solution. **Une victoire contre Mittal serait un encouragement**

vers une mobilisation générale dans tout le pays.

Rien à attendre de ce gouvernement

Chez Petroplus, dans l'automobile et ailleurs, pour tous les salariés menacés de suppressions d'emplois, ce qui vient de se passer autour de Florange a valeur de symbole. **Le gouvernement s'aligne sur les exigences patronales.** Même chose quand il s'empresse de faire voter cette semaine par le Parlement un nouveau cadeau de 20 milliards pour les patrons.

Une conclusion s'impose; **pour en finir avec le chômage et la précarité, il n'y a rien à attendre de ce gouvernement. Pour le droit à l'emploi, il faut développer une mobilisation générale à l'échelle nationale, une mobilisation qui reste à construire, à la fois contre le patronat et contre le gouvernement.**

NOUVEAU JACKPOT POUR LES PATRONS

LA FACTURE POUR LES SALARIÉS ET LA POPULATION

Le "plan de compétitivité", c'est 20 milliards d'impôts en moins pour les entreprises : l'équivalent pour un an de 550.000 emplois (cotisations patronales comprises) rémunérés 1600€ nets. Un énorme cadeau aux patrons dont la facture sera supportée par les salarié-e-s et la population : 10 milliards par l'augmentation de la TVA et des taxes ; et 10 milliards de réduction des dépenses

publiques : autant en moins pour les services publics utiles à toutes et tous.



DEBUT DE CONVERGENCE POLITIQUE SUR L'EMPLOI

À l'initiative du NPA, une première réunion unitaire réunissant Alternative libertaire, les Alternatifs, la FASE, la Gauche Anticapitaliste, la Gauche Unitaire et le PCF a eu lieu lundi 19 novembre. Le PG, le PCOF et C&A étaient excusés, et Lutte ouvrière n'a pas répondu à notre invitation. Face à la situation actuelle, où des milliers de salarié-e-s sont jetés comme des kleenex usés, des luttes existent, notamment dans l'industrie face aux plans sociaux. Ces résistances peuvent être fortes mais, jusqu'à présent, elles sont isolées et n'ont pas permis d'obtenir de victoires.

Les forces politiques, qui ne se résignent pas à la loi du Medef et du gouvernement qui met en œuvre une politique à son service, doivent constituer un point d'appui pour que ces mobilisations se renforcent et se coordonnent.

Un tel constat est largement partagé, et l'ensemble des organisations politiques présentes à la réunion ont débuté une première réflexion sur la façon d'être ensemble le plus utile. Nous nous revoyons le 12 décembre afin de discuter des contours et contenus d'une initiative nationale d'ampleur pour la défense de l'emploi.





PENIBILITE AU TRAVAIL, LA DIRECTION A RECLE.

Lors du CHSCT du 5 décembre, la direction a présenté son projet unilatéral sensé prendre en compte la pénibilité au travail. Le compte est loin d'y être ! Nous sommes cassés par les cadences (augmentation des Troubles Musculo-Squelettiques appelés TMS), rien n'est fait pour les 55 ans et plus, les postes « doux » se raréfient, les améliorations de Conditions de Travail sont invisibles, etc... Seule la CGT a voté contre ce mauvais projet, qui a été une fois de plus annulé. Ouf, une bonne nouvelle !

Seule notre mobilisation obligera la direction à accepter nos revendications : répartition de la production entre tous les sites, baisse des cadences, départ anticipé à 55 ans compensés par autant d'embauches.

FORTE MOBILISATION DANS LES ETABLISSEMENTS RENAULT.

Chez Renault, la compétitivité de Ghosn, un chantage du même type que celui que la direction de PSA a imposé à Sevelnord, ne passe pas.

A Renault Douai jeudi 29 novembre, gros débrayage à l'appel de SUD puis de la CGT contre l'Accord Compétitivité, rassemblant jusque 700 salariés l'après-midi. Sur le site de Maubeuge Construction Automobile (MCA), filiale de Renault à Maubeuge, 400 salariés ont fait grève, jeudi 29 novembre. L'intersyndicale demande une prime exceptionnelle de 500 euros en contrepartie du durcissement des conditions de travail et proteste contre les négociations sur la compétitivité dans le groupe. Au Technocentre de Guyancourt, seul Sud avait appelé vendredi 30 novembre à un rassemblement pendant la pause de la matinée ; plus de 500 salariés étaient présents et ont applaudi la prise de parole. Chez Renault Lardy, un débrayage de 160 salariés exceptionnel pour le site.

La mobilisation continue, avec notamment des rassemblements prévus sur de nombreux sites le 12 décembre.

MINI LIGNE, FERMEZ LE BAN !

Le 19 décembre, la direction nous servira encore ses petits gâteaux comme elle l'avait fait pour l'enterrement de la 407. Pour fêter la nouvelle année, nos 70 collègues de la

mini ligne devront pourtant passer d'environ 1 véhicule/heure à 46 ! Comme si ça ne suffisait pas, tous ne connaissent toujours pas leur affectation et ils vont voir leur nombre de jours chômés augmenter. **Revendiquons que leur affectation sur la ligne C5-508 permette de soulager les postes et non pas de faire du chômage tournant.**

AULNAY : USINE BLOQUEE, SANCTIONS ANNULEES

Le 28 novembre au matin, une grève a bloqué le ferrage, puis s'est étendue, et les voitures ne sont plus sorties qu'au ralenti. C'est que la veille, cinq ouvriers de l'atelier avaient reçu une lettre recommandée : convoqués à un entretien préalable à une sanction pour insuffisance de production. Un comble alors que PSA fait tout pour fermer l'usine le plus vite possible ! La grève a duré deux jours entiers.

La direction a d'abord annulé 4 sanctions sur 5 et ce n'est que quand l'équipe du soir a rejoint la grève qu'elle s'est enfin décidée à annuler toutes les sanctions. **C'est une vraie victoire et un encouragement pour aller à l'offensive.**

LE TRAVAIL A LA JANAI, ÇA RESSEMBLE A ÇA !

2012 se finit et nous avons subi environ 55 jours de chômage chacun dans l'année, pas bon pour le moral et le porte-monnaie ! Lorsqu'on trime, c'est dans des conditions indécentes : sous-effectifs certains jours, vestiaires frigorifiques par manque de chauffage (un peu comme dans l'atelier), cadences toujours infernales, ajouts d'opérations, pressions hiérarchiques... Et ce n'est pas fini car un grand chantier se prépare pour supprimer des postes. En effet, la baisse de cadence aura lieu dès le 1er semestre 2013 et sera plus brutale que prévue. **Soyons vigilants, refusons ces attaques contre nos Conditions De Travail.**



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «autocritique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

POUR CONTACTER LE NPA 35:

Rendez-vous sur notre site internet :

www.anticapitaliste-35.org

ou envoyer nous un mail à :

npa-rennes@anticapitaliste-35.org



Bonnes fêtes de fin d'année à tous et retrouvons nous nombreux en 2013 pour nous faire entendre et revendiquer : l'interdiction des licenciements, la répartition de la production, l'augmentation des salaires de 300 € nets pour toutes et tous, le retour à la retraite à 60 ans, 55 pour les travaux pénibles...

A l'année prochaine !